

riyer à la réalisation immédiate du conflit pour la « rédemption de l'Allemagne ». Rien n'exclut que, demain, nous n'assistons pas à une répression violente d'un courant capitaliste qui ne voudrait pas se conformer aux nouvelles nécessités du massacre impérialiste.

Qu'il s'agisse bien là d'un conflit se produisant au sein même de la classe bourgeoise et découlant simplement d'une discordance entre une organisation pour la guerre et l'inexistence des conditions immédiates pour cette dernière, cela est prouvé par le fait que le programme fasciste ne sera nullement entamé et que, parallèlement à la répression contre les formations nazistes les plus violentes, Hitler fit également assassiner des formations opposées préconisant une politique moins agressive à l'égard des autres Etats capitalistes. Von Schleicher et les conseillers de Von Papen auront le même sort que Roehm et Heines. De plus, les événements d'Autriche du 25 juillet, s'ils ne prouvent pas que le putsch de la Ballplatz résulte uniquement des machinations de l'impérialisme allemand, prouvent aussi que le plan de ce dernier n'a pas subi des modifications profondes après le massacre du 30 juin.

Mais si nous n'assistons pas à un changement dans le plan général que l'impérialisme allemand a dû s'assigner, nous n'assistons pas non plus à une modification du régime fasciste allemand qui s'orienterait vers la domination de la Reichswehr dont Hitler serait devenu le prisonnier. Nous ne voyons pas où résiderait l'intérêt des ouvriers au cas où le nazisme serait remplacé par un gouvernement de militaires. Mais le fascisme, puisqu'il est un mouvement de réaction se produisant dans les périodes des guerres et des révolutions, ne se heurtera nullement à la Reichswehr, mais composera avec cette dernière, car le capitalisme a besoin d'un appareil de domination qui ne réprime pas seulement les mouvements de résistance ou de révolte des opprimés, mais d'un appareil qui parvienne à mobiliser les ouvriers pour les entraîner à la guerre. Aussi il est certain que les sections d'assaut ne seront nullement dissoutes, mais qu'elles seront incorporées, à côté de la Reichswehr, dans le système fasciste et que fort probablement ce sont elles qui seront présentées comme les piliers fondamentaux du régime.

L'analyse des événements du 30 juin est d'ailleurs confirmée par le fait que ni au cours de ces journées, ni après, nous n'avons assisté à des mouvements ouvriers pour leurs revendications de classe. D'autre part, notre position conduit à la conclusion politique que le sort du mouvement prolétarien ne peut nullement se relier à de tels événements, mais que c'est dans une toute autre direction qu'il faudra escompter la reprise de la lutte et orienter, dès maintenant, notre travail. Le régime fasciste, dans son ensemble, sort non affaibli, mais renforcé de ces journées sanglantes, car il est évident que si le nazisme a pu procéder à une normalisation de son régime par des moyens aussi violents, sans que le prolétariat amorçe le moindre mouvement, c'est que les conditions pour la lutte contre le capitalisme en Allemagne sont énormément difficiles et requièrent des efforts qu'aucun groupement n'effectue actuellement. Ce qui reste la règle, c'est scrupuleusement remplacer l'analyse de la réalité par le scandale contre le fascisme. Il est vrai que cette politique a déjà accompagné l'œuvre des bourreaux qui ont décapité Van der Lubbe. Mais ces cris hystériques ne font pas reculer le fascisme ; ils caractérisent plutôt la gangrène de tous ces groupements qui, sur une pareille base, agissent au sein du prolétariat.

#### L'isolement du Reich

Les événements du 30 juin ont donné un regain d'actualité aux alertes de la social-démocratie sur le danger que fait courir au « peuple » allemand la politique fasciste, de même qu'à leur position « antifasciste », le boycottage économique du Reich. Au fond, l'isolement a deux significations. Tout d'abord, il peut indiquer un phénomène qui est absolument commun à tous les Etats capitalistes, dans la situation actuelle, le repliement des différents régimes capitalistes sur eux-mêmes quand la crise économique a détruit toute possibilité d'établir un équilibre dans le fonctionnement du mécanisme économique du capitalisme mondial. D'autre part, cet isolement peut vouloir indiquer une situation analogue à celle que traversa la Russie Soviétique quand, dans l'immédiat après-guerre, Clémenceau préconisait (sans succès d'ailleurs) le cordon sanitaire autour de la peste so-

viétique. Le Reich, ni aujourd'hui, ni jamais dans l'après-guerre, ne s'est pas trouvé en butte à de pareilles difficultés.

Le Traité de Versailles lui-même ne représente pas une œuvre simple de partage du butin des impérialismes vainqueurs, jetant l'Allemagne dans les bras de la révolution, mais plutôt une œuvre admirablement composée pour permettre au capitalisme mondial de reconstruire son secteur allemand à une époque où les dangers révolutionnaires y étaient les plus brûlants. La démagogie naziste fait grand état des « injustices » sanctionnées à Versailles. Mais, en réalité, ce Traité, quand il limitait à 100,000 hommes l'armée allemande, savait fort bien que c'était le maximum que pouvait réaliser un capitalisme à un moment où les masses ouvrières étaient entraînées dans le vortex révolutionnaire. A ce moment, le capitalisme international ne pouvait que suivre un chemin : celui de s'appuyer sur les formations politiques de la social-démocratie, car le recours aux forces de l'extrême-droite aurait alors déterminé les conditions les plus favorables pour le déclenchement de la révolution. Hindenburg est, à cette époque, aux ordres de Ebert et le gouvernement de Kapp-Ludwits cherchera en vain, en 1921, d'obtenir sa reconnaissance par les Alliés.

Les événements de la Ruhr, en 1923, ont prouvé que le régime capitaliste ne peut se sauver de l'assaut révolutionnaire qu'en penchant directement vers la guerre et prouvent aussi que lorsque la situation révolutionnaire s'ouvre, le capitalisme favorise l'établissement d'un front de défense nationale pouvant submerger les flots de l'insurrection. C'est ainsi qu'opéra, ou essaya d'opérer Kérensky en Russie ; c'est ainsi qu'agirent, en Allemagne, les différentes forces du capitalisme et aussi la direction du parti communiste de l'époque sous l'influence de Radek et qui exalta le nationaliste Slageter. En effet, Poincaré retire ses troupes de la Ruhr dans la mesure où s'affaiblit le danger révolutionnaire. Par après commence l'époque du « briandisme » (à laquelle Tardieu donnera d'ailleurs son adhésion par l'abandon anticipé de Mayence) qui laissera s'épanouir le capitalisme allemand. Ce dernier évoluera sous l'effet des interventions des capitaux américains et anglais, alors que l'impérialisme français criera au « danger

croissant allemand » afin d'associer à ses intérêts les ouvriers français, sans essayer de faire jouer les clauses du Traité de Versailles pour freiner le développement du capitalisme d'Outre-Rhin.

Après la victoire fasciste, la solidarité du capitalisme international autour de son secteur allemand ne sera nullement rejetée et la social-démocratie belge, par exemple, fera vainement appel à l'impérialisme français afin que ce dernier, se prévalant des Traités, comprime les velléités militaires du Reich. Tout dernièrement encore, au sujet des moratoires proclamés par Schacht, le capitalisme anglais et français établiront des accords qui conditionnent le service des intérêts à l'actif des exportations allemandes.

L'accord donné par Barthou au plébiscite pour janvier en Sarre, aussi bien que la prudence observée par tous les gouvernements après les événements d'Autriche, prouvent assez bien que, dans son œuvre d'écrasement du prolétariat (ce qui comporte aussi le renforcement des positions de l'impérialisme allemand), Hitler peut compter sur la solidarité agissante des bourreaux du prolétariat des autres pays.

Le régime capitaliste a ses lois et il n'appartient nullement au prolétariat de s'y incorporer. Blum a, depuis des années, lancé le mot d'ordre de « l'isolement moral de Mussolini » ; cela n'a pas empêché les gouvernements radicaux, influencés par le parti socialiste, de maintenir les rapports les plus cordiaux avec le capitalisme italien qui, malgré « l'isolement », a pu, à la satisfaction des gouvernements des autres pays, ancrer dans les chairs des ouvriers italiens son régime sanglant. De plus, en Allemagne, tout comme en Italie, la position du boycottage ne fait que renforcer les positions dont se sert le fascisme pour réaliser le bloc du prolétariat autour du capitalisme, car, à tout instant, on présentera la nécessité de se préparer à battre l'étranger, empêchant ou créant des difficultés aux réalisations fascistes. Mais si, aujourd'hui, le prétendu isolement du Reich n'est, en définitive, qu'un masque couvrant la parfaite solidarité du capitalisme mondial, demain cette position deviendra le drapeau pour conduire, au nom de la démocratie, le prolétariat dans le carnage impérialiste.